

**Communiqué de presse de la CRIIRAD,
Jeudi 18 mai 2006**

UN PEU DE LUMIERE A L'HORIZON POUR LES VICTIMES DE TCHERNOBYL ?

Le Pr Yuri **BANDAZHEVSKY** est rentré à Minsk mardi 16 mai.

Le lendemain 17 mai, il participait, aux côtés des professeurs **Vassily NESTERENKO** (directeur de l'Institut Belrad), **Victor KORZUN** (académie des sciences médicales d'Ukraine), **Michel FERNEX** (faculté de médecine de l'université de Bâle) et du docteur **Galina BANDAZHEVSKAYA** (cardiologue et pédiatre) à la réunion organisée par Monsieur **CHMELEWSKY**, Ambassadeur de France au Bélarus.

La réunion portait notamment sur le **rapport établi en 2005 par l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN)** et publié sous le titre « *Evaluation de l'emploi de la pectine chez les enfants vivant sur les territoires contaminés par le césium. État de l'art et analyse critique des publications* » (www.irsn.fr).

La **CRIIRAD** avait demandé à participer à cette réunion aux côtés du Pr **BANDAZHEVSKY** (qu'elle a embauché en novembre 2005), et du Pr **NESTERENKO** (dont elle soutient depuis des années les actions pour aider les habitants des zones contaminées). Ayant procédé à une première analyse du rapport de l'IRSN, elle avait en effet constaté que le travail effectué était à la fois **PARTIAL et PARTIEL** (avec des lacunes très nombreuses et parfois incompréhensibles). Ce premier niveau d'analyse était confirmé par :

1/ Vassily NESTERENKO qui avait expliqué au président de la CRIIRAD Roland DESBORDES, lors de leur rencontre à l'institut Belrad en mars dernier, que les représentants de l'IRSN avait publié leur rapport sans lui permettre d'apporter les réponses et éclaircissements qu'il avait pourtant préparés à leur intention, conformément à ce qui avait été convenu lors de leur visite à l'été 2005 ;

2/ Yuri BANDAZHEVSKY à qui la CRIIRAD avait remis un exemplaire du rapport de l'IRSN en lui demandant de l'analyser et qui s'est étonné de n'y trouver aucune mention des publications de référence qu'il avait rédigées et qu'il avait personnellement remises aux responsables de l'Institut officiel français.

Au cours de la réunion de Minsk, **Victor KORZUN** – scientifique qui a beaucoup travaillé sur les risques associés à la consommation d'aliments contaminés et les moyens de les réduire – s'est lui aussi étonné que ses nombreuses publications ne soient pas mentionnées dans le « recensement » bibliographique de l'IRSN (précisons que certains articles de Victor KORZUN ont été publiés en anglais et dans des revues internationales de référence).

Les scientifiques bélarusses et ukrainiens ont également confronté l'IRSN à l'absence de ses propres travaux sur les produits à base de pectine. Il est en effet aisé de critiquer le travail de scientifiques qui opèrent dans des conditions extrêmement difficiles et avec des moyens totalement insuffisants alors qu'avec des budgets sans commune mesure et tout le confort d'un institut officiel implanté en France, on est dans l'incapacité de produire la moindre étude personnelle sur le sujet. Et ce 20 ans après l'accident !

C'est une spécialité des experts officiels occidentaux que de s'ériger en juges des travaux qui se font sur le terrain et d'exiger une certitude scientifique impossible à atteindre... ce qui leur permet d'écarter la quasi totalité des études qui ne vont pas dans le bon sens. Ces analyses critiques permettent de gagner du temps, un temps qui pèse lourd sur les victimes de Tchernobyl, un temps que le lobby nucléaire met à profit pour organiser le fameux « *développement durable en zone contaminée* » (cf. programme international CORE développé à l'initiative du CEPN « association » qui compte 4 membres : EDF, CEA, COGEMA et IRSN).

La réunion s'est terminée sur une complète victoire pour les partisans de l'aide aux victimes de la catastrophe : la reconnaissance de l'utilité des cures de pectine.

Ceci va permettre de faire pression sur les responsables du programme CORE afin que soient financés les programmes d'actions développés par l'Institut Belrad et destinés à faire baisser le taux de contamination des habitants des zones contaminées, en particulier celui des enfants : en effet ils sont les principales victimes de la contamination et leur santé est mauvaise. Jusqu'à présent, les responsables du programme CORE (qui accapare une grande partie des crédits publics disponibles) s'y étaient toujours refusés. Pas question d'aider les enfants à éliminer le césium radioactif qui s'accumule jour après jour dans leur organisme. En revanche, les laisser vivre en zone contaminée ne leur pose aucun problème !

La CRIIRAD va suivre de près les suites qui seront données à cette réunion et elle demande à chacun, et en particulier aux membres du Parlement européen, de faire de même.